



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire autorisant la mise en place d'une activité de tri, de
stockage et de valorisation de déchets dangereux exploitée par la société LEXY
RECYCLAGE sur le territoire des communes de LEXY et de RÉHON**

**N° 2025-0294
AIOT 0006207859**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2712, 2718, 2790 ou 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-0637 du 2 avril 2014, autorisant la société LEXY RECYCLAGE à exploiter une installation de tri, de stockage et de valorisation de déchets non dangereux classée au titre des rubriques 2713, 2716, et 2791 sur le territoire des communes de LEXY et de RÉHON ;

Vu le porter à connaissance présenté par la société LEXY RECYCLAGE, reçus le 27 janvier 2025, relatif au projet de modification des installations autorisées visant à la création d'une installation de tri, de stockage et de valorisation de déchets dangereux, sans augmentation de l'emprise actuelle de l'ICPE, sur le territoire des communes de LEXY et de RÉHON ;

Vu la décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement concernant un projet de modification des installations autorisées visant à l'exercice d'une activité de tri, de stockage et de valorisation de déchets dangereux n°2025-017 du 02 juillet 2025 ;

Vu l'avis de la région Grand-Est du 04 septembre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé 2025-0102 du 29 octobre 2025 analysant le caractère complet et régulier du dossier et proposant une participation du public par voie électronique ;

Vu la synthèse de la PPVE organisée du mercredi 12 novembre au vendredi 28 novembre 2025 dans le cadre du dossier susvisé ;

Vu l'absence de transmission de délibération dans le délai fixé des conseil municipaux des communes de LEXY et REHON ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé 2026_0005 en date du 27 janvier 2026 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 02 février 2026 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations sur ce projet présentées par la société LEXY RECYCLAGE en date du 17 février 2026 ;

Considérant que le projet a fait l'objet d'une décision susvisée relative à l'examen au cas par cas qui précise à son article 1 que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale et à son article 2 que les modifications projetées ne sont pas substantielles et ne nécessitent pas le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale ;

Considérant que la Région Grand-Est estime que le projet est compatible au le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) ;

Considérant que les mesures prises par l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que le projet n'est pas de nature à créer des dangers et inconvénients significatifs et/ou supplémentaires pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1: Installation de stockage de déchets dangereux

La société LEXY RECYCLAGE, dont le siège social est sis ancienne agglomération de minerai fer, rue de LEXY - 54720 LEXY, est autorisée à exploiter une installation de tri, de stockage et de valorisation de déchets dangereux sur son site, sur les parcelles 150 (section ZC, LEXY) et 124 (section AN, RÉHON) situées sur le territoire des communes de LEXY et de RÉHON.

Article 2 : Rubriques de la nomenclature

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2025-0293 du 06 novembre 2025 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013-0637 du 02 avril 2014 sont remplacées par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume prévu	Régime ⁽¹⁾
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	Inférieure à 50 t	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	Maturation des mâchefers Capacité de traitement de l'installation : 380 t/j et quantité maximale annuelle de déchets traités : 30 000 tonnes.	A
2713-1	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ² .	Surface de transit, regroupement et tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux : 1 000 m ² , soit une quantité maximale annuelle métaux ou déchets de métaux reçus dans l'installation de 10 000 tonnes.	E
2716-1	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Volume maximal de déchets non dangereux, entreposé sur le site : 7 000 m ³ , correspondant à 2 000 tonnes de mâchefers en attente de traitement et 2 000 tonnes en attente de livraison. Quantité maximale annuelle de mâchefers pouvant transiter par l'installation : 30 000 tonnes.	E
2760-3	Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 3. Installation de stockage de déchets inertes.	Tonnage annuel maximum : 50 000 t/an Durée = 10 ans Tonnage maximum : 384 000 t	E

Article 3 : Conformité au dossier de demande de modification

L'installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, objet du présent arrêté, est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier accompagnant la demande de modification.

Article 4 : Origine et tonnage maximal des déchets

Déchets inertes

Les déchets inertes sont réglementés par les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025-0293 du 06 novembre 2025.

Déchets non dangereux

Les déchets non dangereux sont réglementés par les dispositions de l'article 9.1.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013-0637 du 2 avril 2014

Déchets dangereux

L'exploitant traitera un tonnage maximal de 2000 tonnes de déchets dangereux par an.

Les déchets dangereux entrants proviendront du Luxembourg, de la Belgique et de l'Allemagne, dans la limite de 30 % du tonnage annuel, sans dépasser 600 tonnes par an.

Le reste des déchets dangereux proviendra d'une zone de chalandise limitée à la région Grand Est.

Article 5 : Codes déchets autorisés

Déchets inertes

Les conditions d'admission des déchets sont fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Déchets non dangereux

L'article 9.1.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013-0637 du 2 avril 2014 est remplacé par les dispositions suivantes.

« L'exploitant est autorisé à réceptionner sur son site les déchets non dangereux classés sous les codes suivant :

Métaux y compris leurs alliages (17 04)

- Code déchet : 17 04 01 / Cuivre, bronze, laiton
- Code déchet : 17 04 02 / Aluminium
- Code déchet : 17 04 04 / Zinc
- Code déchet : 17 04 05 / Fer et acier
- Code déchet : 17 04 06 / Etain
- Code déchet : 17 04 07 / Métaux en mélange
- Code déchet : 17 04 11 / Câbles autres que ceux visés à la rubrique 17 04 10

Déchets provenant du broyage de déchets contenant des métaux (19 10)

- Code déchet : 19 10 01 / Déchets de fer ou d'acier
- Code déchet : 19 10 02 / Déchets de métaux non ferreux

Déchets provenant du traitement mécanique des déchets non spécifiés ailleurs (19 12)

- Code déchet : 19 12 02 / Métaux ferreux
- Code déchet : 19 12 03 / Métaux non ferreux
- Code déchet : 19 12 12 / autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets autres que ceux visés à la rubrique 19 12 11 sous réserve que le mélange soit exclusivement constitué de métaux ferreux et non ferreux »

Déchets dangereux

L'exploitant est autorisé à réceptionner sur son site les déchets dangereux classés sous les codes suivant :

- Code déchet : 16 06 01* / Accumulateurs au plomb
- Code déchet : 17 04 09* / Déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses
- Code déchet : 19 10 05* / Autres fractions contenant des substances dangereuses
- Code déchet : 19 12 11* / Autres déchets (y compris mélanges) provenant du traitement mécanique des déchets contenant des substances dangereuses.

Article 6 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2712, 2718, 2790 ou 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à l'installation. La présente décision, délivrée en application des articles R. 122-3 et R. 181-46 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Article 7 : Entreposage des déchets dangereux

L'entreposage temporaire des déchets sur le site sera strictement limité à une quantité inférieure à 50 tonnes.

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas six mètres.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur valorisation ou élimination appropriée ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

Les aires de réception, de transit, regroupement et tri des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché (élimination, recyclage par exemple).

Article 8 : Déchets dangereux susceptibles d'être combustibles

Les déchets susceptibles d'être combustibles sont stockés sous forme de « petits îlots », conformément aux prescriptions réglementaires. Pour mémoire, un petit îlot est une zone contenant des déchets combustibles ou inflammables répondant cumulativement aux conditions suivantes :

- le volume de déchets est inférieur à 10 m³ lorsqu'il est situé dans un bâtiment ouvert ou fermé, et inférieur à 30 m³ lorsqu'il est situé en extérieur ;

- les limites de l'îlot (longueur, largeur, hauteur) sont matérialisées en permanence (benne, peinture au sol, piquet, mur, etc.) ;
- l'îlot est séparé des autres zones, bâtiments, locaux, parkings ou tiers par une distance minimale de 5 mètres, ou par un mur coupe-feu REI 120.

Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.

Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :

- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m²,
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des bâtiments.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellule. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 10 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- La société LEXY RECYCLAGE

dont copie sera adressée à :

- Madame la Sous-préfète de Val-de-Briey
- Monsieur le maire de Lexy
- Monsieur le maire de Réhon

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le **20 MARS 2026**

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général
Frédéric CLOWEZ